



Résolution 2 – Congrès des 27-28 mars 2025

POUR UNE ÉCOLE PUBLIQUE, INCLUSIVE ET ÉMANCIPATRICE,

CONTRE L'AUTORITARISME, L'EXTRÊME DROITE ET LA MENACE NÉOFASCISTE.

Table des matières

I.	Introduction	1
II.	Définition :	1
III.	Diagnostic :	2
A.	En France depuis les « lois travail » :	2
B.	Dans l'éducation depuis Blanquer·e :	2
C.	Évolution sociologique des personnels.....	3
IV.	Revendications :	3
A.	Pour les élèves	3
B.	Pour les personnels.....	4
C.	Pour reconstruire le collectif.....	4

Depuis l'élection de Trump aux États-Unis et son rapprochement avec le régime impérialiste de Poutine, les pouvoirs autoritaires et néo-fascistes dans le monde, la menace néo-fasciste représentée par l'extrême-droite se précise : c'est désormais une menace à l'échelle mondiale.

I. Introduction

La montée des idéologies autoritaires et d'extrême droite en France, et dans le monde, constitue une menace croissante pour l'éducation. Ces courants, qui prônent un ordre strict, réactionnaire et autoritaire, au détriment des libertés et de l'émancipation, cherchent à instrumentaliser l'École pour asseoir des projets nationalistes, excluants et rétrogrades. C'est une dimension importante de la menace néofasciste aujourd'hui.

Depuis plusieurs années, la CGT Éduc'Action 06 dénonce la vision réactionnaire autoritariste des gouvernements successifs qui s'acharnent sur l'école et accentuent leurs dommages aussi bien sur les élèves que sur les personnels.

II. Définition :

L'autoritarisme se définit comme un modèle politique qui privilégie l'ordre établi et la stabilité en sacrifiant les libertés individuelles et l'émancipation collective. Il repose sur un refus du principe d'égalité, une contestation des droits sociaux et une remise en cause des acquis démocratiques.

Ce système prospère notamment dans des contextes de désinformation et de manipulation de l'opinion publique, alimentés par des médias alignés idéologiquement, comme ceux du groupe Bolloré (Cnews, Europe 1 ou désormais Canal + par exemple) et par les réseaux sociaux tels que TikTok ou X.

La montée de l'autoritarisme s'explique également par un sentiment d'isolement et de perte de repères au sein de la population. Ce malaise favorise l'adhésion à des cadres rigides, incarnés par des pratiques telles que l'uniformisation ou le retour à des modèles perçus comme « rassurants », mais profondément oppressifs et discriminants.

III. Diagnostic :

A. En France depuis les « lois travail » :

Un tournant particulièrement autoritaire en France a été pris depuis les « lois travail », dites « El Khomri », et les lois « pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques » dites « lois Macron », sous la présidence de François Hollande. Cela s'est traduit par une répression inédite du mouvement social. On peut retracer l'origine de cette violence étatique dans les politiques de répression des quartiers populaires mises en œuvre par Sarkozy.

Cette dérive autoritaire s'est poursuivie et radicalisée sous les mandats de Macron que ce soit sous la forme de violences policières ou du mépris du cadre minimal du parlementarisme. Les séquences de la contre-réforme des retraites ou post-dissolution de l'assemblée nationale sont des concentrés chimiquement purs d'autoritarisme décomplexé.

Les Français-es ont cessé de croire dans le néolibéralisme détruisant les emplois et aggravant les inégalités, qui est de plus en plus imposé par la force. Par exemple, lors de l'épisode des « Gilets Jaunes » ou du mouvement social historique contre la « réforme » des retraites. En parallèle, pour flatter une opinion publique prétendument de plus en plus réactionnaire, le paysage politique et médiatique s'extrême droitise progressivement.

Ces politiques s'accompagnent d'une diabolisation croissante de la jeunesse, perçue non pas comme un levier d'avenir, mais comme une menace à contenir.

B. Dans l'éducation depuis Blanquer-e :

C'est Jean Michel Blanquer-e (ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et du sport de mai 2017 à mai 2022) qui est à l'origine du projet de « l'école de la confiance » qui n'en n'a que le nom. Ce ministre n'a cessé, durant tout son mandat, de faire preuve de mépris et de défiance envers l'ensemble de la communauté éducative, réussissant ainsi à faire l'unanimité contre lui.

S'appuyant exclusivement sur la neuroscience et ignorant tous les autres éléments pouvant avoir un impact sur les apprentissages (environnementaux, sociaux, culturels...), le guide orange « pour enseigner la lecture et l'écriture au CP », est imposé aux professeur·es des écoles. Il nie leur expertise professionnelle et les prive de toute liberté pédagogique. Il en est de même avec les manuels labellisés.

Nous déplorons une réduction des contenus critiques tels que les Sciences Humaines et Sociales et la philosophie politique, marginalisant ainsi les outils permettant aux élèves de développer un regard réflexif.

Le Service National Universel (SNU), présenté comme un programme de formation citoyenne, cherche à inculquer des "valeurs républicaines" à travers des activités militarisées et disciplinaires. Sous couvert de ces prétendues valeurs, ce programme favorise le retour des idées nationalistes, promeut une citoyenneté fantasmée et néglige la diversité culturelle et l'esprit critique. Le SNU sert à renforcer un contrôle idéologique sur la jeunesse en valorisant des principes d'obéissance et de discipline.

L'uniforme scolaire, régulièrement remis sur le tapis, illustre cette volonté de contrôle. Il contraint les postures. Il participe à une négation symbolique du corps féminin en imposant des normes vestimentaires qui renforcent des logiques de domination et de sexualisation. L'usage de l'uniforme perpétue une vision patriarcale de l'espace scolaire. C'est une politique de nature fascisante.

Dans la continuité, les questions de genre subissent un discrédit régulier. L'enseignement inclusif et la prise en compte des diversités de genre sont ouvertement attaqués par des discours réactionnaires, qui visent à invisibiliser les identités non conformes à la norme hétérosexuelle et cisgenre (pression de groupes de parents, interdiction de l'écriture inclusive, promotion d'une tenue « républicaine », dénigrement du « wokisme », etc.). Cette invisibilisation va à

l'encontre des principes fondamentaux d'égalité, de respect des droits humains et d'émancipation que l'école publique se doit pourtant de promouvoir.

Dans le même objectif, l'instrumentalisation de la laïcité vise à imposer des pratiques uniformisées, qui occultent les diversités culturelles, tout en alimentant des débats stériles sur les signes religieux. C'est une véritable "laïcité falsifiée" qui est promue en rupture avec la laïcité historique centrée sur la séparation des Eglises et de l'Etat, la neutralité de l'Etat et du Service Public et la liberté de conscience et de culte. Cette "laïcité falsifiée" est principalement un outil de stigmatisation des musulmans et des musulmanes en France.

Dans le cadre du projet France Travail, la « réforme » de l'enseignement professionnel contraint les formations à n'exister que pour satisfaire les besoins d'emplois locaux, immédiats et en tension. Cette vision adéquationniste et court-termiste ne permet pas de développer un projet de société émancipateur et collectif. En voulant placer les lycéen·nes professionnel·les sous la double tutelle des ministères du travail et de l'Éducation Nationale, le projet porté par Carole Grandjean, (ministre déléguée chargé de l'enseignement et de la formation professionnels de juillet 2022 à janvier 2024), dans la droite ligne des objectifs de tri social de Parcoursup. Cela limite les perspectives et pousse les élèves des catégories les plus populaires à entrer dans le monde du travail de plus en plus tôt, notamment par le biais de l'apprentissage, jusqu'à observer un retour au travail des enfants qui ne dit pas son nom.

Englué·es dans des polémiques médiatiques infinies sur « l'islamo-gauchisme » et le « wokisme » Jean-Michel Blanquer·e, Frédérique Vidal (ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'innovation de mai 2017 à mai 2022) et consorts n'ont pas cessé de mettre de l'huile sur le feu au sein de la communauté éducative, en allant des parents d'élèves au milieu universitaire, en passant par le collège, les cantines scolaires et les cours d'école.

C. Évolution sociologique des personnels

Depuis 2010 et la mastérisation exigée au concours de recrutement des enseignant·es, on note une évolution sociologique des personnels. Cet allongement du parcours, combiné à la baisse d'attractivité du métier, réduit la diversité du corps enseignant en le privant d'un vivier de candidat·es motivé·es.

Pour pallier ce manque de personnel organisé, l'état développe la contractualisation. Cette diversification des statuts isole certain·es et affaiblit la capacité collective à résister aux injonctions autoritaires et à construire des revendications communes.

Parallèlement, le rôle des organisations syndicales dans les instances académiques a été amoindri. Par conséquent, elles sont de moins en moins perçues comme une possibilité de se défendre face à l'institution de plus en plus écrasante et maltraitante.

En conclusion, les personnels de l'Éducation Nationale ressentent un certain déclasserement, qui, associé à des formations inadéquates, contribuent à une certaine dépolitisation et résignation des agent·es.

IV. Revendications :

A l'opposé des décisions politiques prises ces dernières années, le projet que porte la CGT Educ'Action 06 est celui d'une école réellement inclusive et réellement bienveillante, émancipatrice, permettant à chaque élève de s'épanouir et se construire dans un climat serein et coopératif.

A. Pour les élèves

Pour former le/la citoyen·ne éclairé·e de demain, il nous paraît essentiel que chaque enfant puisse bénéficier d'un enseignement riche et approfondi, dans un cadre qui respecte la diversité et l'expression de la personnalité de chacun·e. C'est pourquoi la CGT Educ'Action 06 luttera sans relâche contre toute volonté de mettre en place des pratiques autoritaristes telles que l'uniforme et le SNU.

Elle condamne aussi toutes les pratiques dévoyées de la laïcité, notamment autour du vêtement.

La mise en place effective de l'EVARS est indispensable au développement du respect mutuel et à l'acceptation de l'autre sans discrimination.

Afin de construire une école réellement inclusive, la CGT Educ'Action 06 demande plus de moyens pour les élèves en difficulté et en situation de handicap.

La CGT Educ'Action 06 rappelle que le lieu de formation des élèves est et doit rester l'École. L'entreprise n'est pas un lieu de formation. Les stages doivent rester des temps d'observation ou de pratique sans aucun caractère certificatif. De la même façon, l'apprentissage est à bannir pour les élèves mineur·es.

Pour la CGT Educ'action, les droits des jeunes doivent être pris en compte à l'échelle de chaque établissement scolaire, en favorisant les pratiques coopératives dans les classes élémentaires, en exigeant des heures de vie de classe dans l'enseignement secondaire, l'extension du nombre de délégué·es des élèves dans les CA et du temps dégagé pour que les élèves puissent préparer collectivement les réunions du CA et en rendre compte.

B. Pour les personnels

La CGT Educ'Action 06 revendique une revalorisation du statut des enseignant·es accompagnée d'une amélioration du recrutement. Pour cela le concours doit avoir lieu en L3 et être suivi de deux années de formation supplémentaire progressive accompagnées et rémunérées sous le statut de fonctionnaire stagiaire débouchant sur un master (cf. repères revendicatifs CGT EDUC adoptés au CNU en mars 2016).

En s'appuyant sur cette formation solide et sur l'expérience acquise, le professionnalisme des personnels doit être reconnu. Seul·e l'enseignant·e devant sa classe est apte à choisir la pédagogie et les supports adaptés à ses élèves. La liberté pédagogique et individuelle reste une revendication majeure de notre syndicat.

La CGT Educ'Action 06 rappelle son opposition aux contre-réformes qui fragilisent le statut des enseignant·es et des agent·es de l'Éducation Nationale, et son combat contre la caporalisation des métiers, contre l'évaluation des enseignant·es par les chef·fes d'établissement, et contre les suppressions de postes.

Elle défend le droit syndical et la liberté des enseignant·es, y compris leur capacité à refuser les injonctions autoritaire, à s'indigner et déconstruire les polémiques abjectes comme celle de l'abaya à la rentrée 2023.

C. Pour reconstruire le collectif

La reconstruction du collectif dans l'Éducation Nationale est essentielle pour redonner du sens au métier d'enseignant·e et améliorer les conditions d'apprentissage des élèves.

Il est nécessaire de faire corps, malgré les différences de statut, au sein d'un même établissement scolaire pour contrer les prises de décisions verticales qui induisent un mode de gouvernance autoritaire.

Nous devons veiller à ce que chacun·e se sente légitime à prendre la parole, donner son avis, participer aux décisions collectives, et aux instances qui régissent la vie de l'établissement.

Les nouveaux·elles collègues doivent se sentir bienvenu·es, quel que soit le moment de l'année et de la durée de leur mission. Leur accueil ne peut se limiter au cadre proposé par l'administration.

Au quotidien, il faut fréquenter les couloirs, les réfectoires, les salles des profs et autres salles du personnel qui sont des lieux de dialogues, écouter les propos de nos collègues pour mieux les comprendre, et les déconstruire si nécessaires.

Les heures d'informations syndicales doivent être structurées et organisées dans un climat serein, si possible en intersyndicale. Il est nécessaire de rappeler le droit qu'a chacun·e d'y participer.

En tant qu'organisation syndicale, la CGT Educ'Action 06 et ses représentant·es sont tenu·es à l'exemplarité, au respect de la parole et de la diversité de chacun·e.

En parallèle il est important de proposer des moments de convivialité, en plus de ceux organisés par l'administration, et sans dimension hiérarchique.

La CGT Educ'Action 06 revendique des temps de réflexion et de mobilisation, des moments de rencontres, des pots d'accueil, de départ, de fin d'année, etc. qui amènent la joie de se retrouver et le plaisir d'enseigner, nécessaires pour conserver notre bien commun : l'École universelle, publique, inclusive et émancipatrice.